868

10 Francs - N° 15

TELEVISION FRANÇAISE 1

Emission "QUESTIONNAIRE"

75825 B. P. 104 PARIS CEDEX 17

Jean-Louis SERVAN-SCHREIBER

reçoit

Santiago CARRILLO

"ESPAGNE, EUROPE ET EURO-COMMUNISME"

Diffusion : 6 Fevrier 1979

TEXTE INTEGRAL



Émission "QUESTIONNAIRE"

75325 E. P. 104 PARIS CEDEX 17

Jean-Louis SERVAN-SCHREIBER

l'école

Santiago CARRILLO

"ESPAGNE, EUROPE ET EURO-COMMUNISME"

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Bonsoir.

Ici, à Madrid, on va de nouveau voter. Dans trois semaines, pour le Parlement, puis en avril, pour les élections municipales.

Après la ratification, en décembre, de la nouvelle Constitution démocratique, le gouvernement Suarez avait le choix entre conserver le Parlement élu en juin 77 ou convoquer à nouveau les électeurs. C'est ce qu'il a choisi de faire pour que le peuple espagnol lui renouvelle sa confiance, à moins qu'il ne la lui refuse. Car l'Espagne souffre d'une double crise : économique, avec 15 % d'inflation, 7 % de chômage, et 2,5 % seulement de taux de croissance ; mais aussi politique, car le terrorisme basque de l'E.T.A. frappe au plus haut, espérant provoquer un putsch militaire, la politique du pire.

Pour comprendre ce qui risque d'arriver désormais au-delà des Pyrénées, je suis venu interroger pour vous Santiago Carrillo, Secrétaire Général du Parti communiste espagnol. Situation paradoxale que celle de cet homme dont le parti a obtenu moins de 10 % des voix, mais dont la stature personnelle en fait l'un des hommes politiques les plus influents de son pays et les plus connus à l'étranger. La modération et la volonté démocratique de Santiago Carrillo ont été décisives pour permettre une transition pacifique en Espagne. Enfin, ce paladin de l'euro-communisme défend une pratique du communisme qui n'a qu'un lointain rapport avec celle que nous propose le Parti communiste français.

C'est tout cela que Santiago Carrillo, entre deux réunions électorales, a bien voulu évoquer pour vous ce soir.

Santiago Carrillo, vous avez ouvert cette campagne électorale il y a quelques jours par une déclaration surprenante puisque vous avez dit : « Nous ne proposerons pas, dans cette campagne, notre modèle de société. Pourquoi ?

M. CARRILLO. — Parce que nous considérons que notre modèle de société peut advenir seulement après tout un processus de développement, d'extension de la démocratie, et que ce n'est pas un modèle qui puisse être implanté du jour au lendemain par le moyen d'une élection. Je le répète, c'est tout un processus historique dans lequel nous devons procéder de façon à gagner la plus grande partie de la population à nos idées.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Mais alors, si vous ne mettez pas en avant une société communiste dans votre programme, qu'est-ce que vous allez proposer ?

M. CARRILLO. — Nous allons proposer très simplement un programme qui vise à approfondir et à consolider les conquêtes démocratiques qu'a faites déjà notre peuple. Pour nous, c'est la tâche essentielle en ce moment. Sans cette consolidation, sans cet approfondissement, nous ne voyons pas la possibilité d'aller plus loin vers une société différente de celle-ci, vers une société socialiste, c'est-à-dire que nous considérons la consolidation de la démocratie comme une étape préalable pour aller plus loin.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Dans cette mesure, ce que vous dites n'est donc pas différent de ce que disent les deux autres principaux partis : L'Union du centre, du Premier Ministre Suarez, et le Parti socialiste de M. Gonzalez. Ils ont la même idée, là-dessus.

M. CARRILLO. — Oui, je pense qu'il y a, entre les trois partis, beaucoup de points d'accord dans le sens de la consolidation de ce processus démocratique.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Est-ce que, par exemple, vous estimez — bien que l'on n'ait pas, actuellement, de sondages très précis sur les résultats des élections — que, soit l'Union du centre, le parti de gouvernement actuel, soit le Parti socialiste, qui sont les deux plus importants actuellement, puissent obtenir, à eux seuls, une majorité ?

M. CARRILLO. — Non, je suis convaincu qu'aucun parti espagnol, ni le centre, ni le Parti socialiste, ne peut acquérir la majorité dans le prochain Parlement et que le gouvernement qui en sortira devra être un gouvernement de coalition.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Actuellement, ce n'est pas le cas ?

M. CARRILLO. — Actuellement, ce n'est pas le cas. Nous savons que le gouvernement, qui a été constitué au moment où tous ces changements n'étaient d'abord qu'une simple réforme politique, n'avait pas une Constitution dans laquelle il devait œuvrer. Et, aujourd'hui, nous avons une Constitution et il nous faut un nouveau gouvernement avec une majorité parlementaire et une majorité dans le pays.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Autrement dit, avant la Constitution, le gouvernement ne pouvait pas être renversé par le Parlement élu en 77, donc il pouvait être minoritaire ? Maintenant, il faut qu'il y ait une majorité ?

M. CARRILLO. — Oui. Il pouvait être minoritaire. Toutefois, il faut dire qu'il a gouverné, bien que minoritaire, grâce à des accords partiels avec le Parti socialiste, avec le Parti communiste et même, quelquefois, avec l'Alliance démocratique.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — L'Alliance démocratique qui est le parti le plus à droite et qui, au fond, représente les anciennes idées du franquisme ?

M. CARRILLO. — Oui. L'Alliance démocratique, comme on l'appelle aujourd'hui — avant, l'Alliance populaire — réunit toute une série de personnalités qui ont joué un grand rôle dans la période antérieure.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Mais ils n'ont pas obtenu beaucoup plus de 7 % aux dernières élections ?

M. CARRILLO. — Non.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Donc, ce n'est pas, actuellement, un facteur important ?

M. CARRILLO. — Ce n'est pas une grande force politique, ce n'est pas un partenaire politique d'une spéciale importance.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Vous venez d'évoquer le problème de la manière dont on pourra gouverner l'Espagne dans son premier Parlement constitutionnel élu. Donc, il n'y aura pas de majorité pour un seul parti. Etes-vous prêt à entrer dans la majorité de gouvernement qui devra, pensez-vous, se constituer par une coalition de plusieurs partis ?

M. CARRILLO. — Nous sommes prêts à entrer dans une majorité gouvernementale même si nous n'avons pas de ministre dans ce gouvernement à condition d'avoir un programme de progrès qui correspond aux intérêts du changement démocratique et aux intérêts des travailleurs espagnols. Si on fait un tel programme, nous sommes prêts à prendre nos responsabilités dans une nouvelle situation.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Même si — je crois que vous l'avez mentionné — il n'y avait pas de ministres communistes au gouvernement ?

M. CARRILLO. — Exactement.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — C'est ce qu'on appelait, au temps du Front Populaire en France, le soutien sans participation ?

M. CARRILLO. — On peut l'appeler comme cela.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Pourquoi ?

M. CARRILLO. — Parce qu'il est clair que nous allons gagner quelques places dans ces élections, mais nous ne serons pas encore un parti qui dispose d'un nombre suffisant de députés pour imposer notre participation au gouvernement. Nous pensons que, si nous arrivons à imposer un bon programme et à créer les conditions pour que ce programme soit déjà appliqué, c'est un pas en avant très important et, pour le moment, nous nous contentons de cela.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Est-ce que, s'il y avait, par exemple, une augmentation suffisante des voix pour le Parti communiste et pour le Parti socialiste, vous préféreriez un gouvernement d'union de la gauche à un gouvernement de coalition ?

M. CARRILLO. — Je pense qu'en ce moment ni les socialistes ni les communistes ne veulent un gouvernement d'union de la gauche, parce qu'un gouvernement d'union de la gaujche déséquilibrerait le pays dangereusement et pourrait provoquer une réaction très forte qui, en définitive, serait dangereuse pour le changement démocratique. Nous pensons que, dans les conditions présentes, ce qu'il faut c'est une unité plus large à laquelle doit participer aussi le parti du centre et doivent aussi participer, dans la mesure du possible, certains partis catalans et basques.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Donc, cette espèce d'unanimisme — ce n'est pas tout à fait de l'unanimité —, cette recherche la plus large possible que vous avez pratiquée depuis trois ans vous paraît devoir être prolongée assez longtemps encore dans l'Espagne telle qu'elle est, telle que vous la sentez ?

M. CARRILLO. — Vous savez, je pense qu'on pourrait rapprocher l'expérience espagnole en ce moment de changement de régime à ce qui s'est passé dans les pays d'Europe au moment de la défaite du fascisme où on a vu des gouvernements de la plus large composition gouverner pendant un certain temps ; et cela a amené, sans doute, à la consolidation de la démocratie dans ces pays avec la possibilité de faire après un jeu parlementaire.

La période de transition en Espagne est très difficile et elle va être très longue parce qu'il ne s'agit pas seulement de faire une Constitution, il s'agit de passer d'un Etat centraliste, d'un Etat très fermé, à un Etat avec des autonomies, à un Etat qui n'est pas un Etat fédéral mais qui est à michemin entre l'Etat unitaire et l'Etat fédéral. Et faire cela dans la pratique, réorganiser tout l'appareil d'Etat, va prendre un certain temps dans ce pays et nous pouvons considérer ce temps-là comme un temps de transition.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Par exemple, la situation économique espagnole, qui n'est pas, à cet égard, très différente de ce qui se passe dans d'autres pays européens — dans une certaine mesure, elle est un peu plus grave parce que le chômage est plus élevé, l'inflation est plus forte qu'en France, le taux de croissance est plus faible, et pourtant, en France, on trouve que nous sommes dans une crise — va probablement exiger de poursuivre une certaine austérité dans les revendications salariales et dans la vie sociale en général. Vous l'avez acceptée une fois, il y a un an et demi, par un pacte signé avec les autres partis ; seriez-vous encore prêt, après les élections, dans ce que vous appelez un bon programme pour les travailleurs, à accepter encore une certaine dose d'austérité ?

M. CARRILLO. — Nous avons, dans ce pays, des problèmes économiques très graves. Nous avons une industrie métallurgique qui exige une réorganisation profonde. C'est la même chose pour l'industrie de la construction navale. C'est la même chose pour le textile. Et puis, il y a une grande quantité d'entreprises qui se sont développées pendant les dix dernières années de croissance, mais qui n'ont pas des bases assez solides. Nous, communistes, nous avons proposé même d'ajourner les élections, de faire un plan économique pour l'assainissement et la reconversion de l'économie, avec l'accord de tous les partis démocratiques, étant donné que la solution de ces problèmes économiques est essentielle pour la consolidation du progrès démocratique.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Autrement dit, par exemple, vous accepteriez de participer à un gouvernement, même si son programme ne comporte pas de nationalisations ?

M. CARRILLO. — Nous ne proposons, aujourd'hui, aucune nationalisation ; nous proposons la création d'un organisme national pour les hydro-carbures, ce qui ne signifie pas la nationalisation immédiate de toutes les branches de ce secteur, mais la direction par un organe d'Etat de l'utilisation de l'énergie espagnole et la planification de l'utilisation de cette énergie. C'est la seule chose que nous proposons qui se rapproche d'une nationalisation. Pour le moment, nous ne considérons pas que ce soit nécessaire de faire davantage de nationalisations dans la situation actuelle du pays.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Est-ce qu'un parti communiste qui, par rapport à des exemples vécus à l'étranger, particulièrement en France, a des principes beaucoup plus précis dans sa doctrine que les autres partis, ne risque pas de perdre sa physionomie politique s'il n'accepte pas de rentrer dans un cadre ? Je compare à l'expérience française où les communistes ont posé des préalables très importants qui ont fait, d'ailleurs, qu'ils n'ont pas accédé au pouvoir. Est-ce qu'un Parti communiste ne risque pas de perdre sa physionomie politique s'il accepte de rentrer dans un système de gouvernement sans avoir obtenu les satisfactions de doctrine ?

M. CARRILLO. — Non, je ne pense pas. D'abord, parce que nous ne renonçons pas à notre doctrine ; et ensuite, parce qu'en Espagne il y a un secteur public assez important. Et ce que nous demandons c'est, d'un côté, la démocratisation de la gestion de ce secteur public, que ce secteur public ne soit pas subsidiaire du secteur privé. Et que d'autre part ce secteur public soit renforcé non pas par la nationalisation d'industries et d'entreprises déjà établies mais par la création de nouvelles entreprises qui sont nécessaires dans ce pays. Notre programme d'assainissement et de reconversion de l'économie comprend l'entrée dans le secteur public de nouvelles entreprises, de nouvelles branches, qui sont nécessaires aujourd'hui pour le développement du pays.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Mais toute cette modération politique que vous manifestez semble être dominée par la préoccupation des risques qui pèsent actuellement sur la démocratie en Espagne. Ces risques, pour être précis, c'est la possibilité d'un nouveau coup d'Etat militaire ? C'est cela qui vous inquiète ?

M. CARRILLO. — Je dois vous dire que cela m'inquiète jusqu'à un certain point. C'est-à-dire que je suis conscient que

l'appareil d'Etat dont nous avons hérité n'est pas un appareil d'Etat dominé par des idées démocratiques. Alors, on peut toujours, dans le développement de ces changements, entrer en conflit avec l'idéologie de cet appareil et les intérêts de cet appareil ; et nous faisons tout notre possible pour amener l'Espagne à une réforme démocratique de son appareil d'Etat, à un changement de la mentalité de cet appareil d'Etat — pas seulement dans la forme, mais dans la mentalité — et nous croyons que toutes les mesures économiques, politiques, de réforme de l'Etat sont étroitement liées et qu'on ne peut pas trop dépasser d'un côté sans créer des pressions de l'autre. C'est-à-dire que c'est une politique d'ensemble qui est nécessaire pour garantir une période de trois à quatre ans de calme, de paix dans ce pays pour consolider la démocratie.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Pour prendre l'exemple de l'armée qui n'a pas été changée depuis Franco — il y a eu quelques mutations d'officiers ça et là, mais, pour l'essentiel, les cadres de l'armée sont restés ce qu'ils étaient, et l'armée était le principal rempart du régime franquiste — comment explique-t-on que, dans un pays maintenant démocratique et qui a une volonté générale de démocratie, on n'ait pas pris un certain nombre de mesures d'épuration des cadres principaux de l'armée, ce qui s'est fait dans presque tous les autres pays dans des circonstances comparables ?

M. CARRILLO. — Je pense qu'on peut expliquer cela parce qu'en Espagne il n'y a pas eu une révolution et, pour faire cela, il faut une révolution. En Espagne, il y a eu un changement politique qui est le fait d'une rencontre entre les forces traditionnelles de l'opposition démocratique et les forces réformistes qui se sont dégagées du régime antérieur. Cette rencontre, cette coopération a rendu possible le passage pacifique à un régime démocratique. Et cette rencontre signifiait le respect des organes d'Etat déjà constitués. Ni les réformistes du régime antérieur ne voulaient se poser la question d'épurer à fond l'armée ou la police sérieusement ; ni l'opposition démocratique n'avait la force d'imposer une telle épuration.

Le résultat, les uns et les autres maintenant nous le voyons : c'est que, s'il n'y a pas épuration, il faut au moins une réforme qui change la mentalité et l'orientation de certains de ces organes. Et la question posée là, pour le prochain gouvernement, sera de se mettre d'accord sur les limites et les possibilités de cette réforme démocratique.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Si, demain, vous deviez soutenir un gouvernement de coalition, vous n'exigeriez pas en préalable une épuration de l'armée et de la police ?

M. CARRILLO. — Non. Mais le premier point de notre programme électoral c'est la réforme démocratique de l'appareil d'Etat.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Oui. Ce qui prendra beaucoup de temps.

M. CARRILLO. — Cela nous prendra du temps.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Les menaces immédiates qui sont celles qui font les gros titres des journaux à l'extérieur de l'Espagne et en Espagne aussi, bien sûr, ce sont les attaques terroristes de l'E.T.A., donc de ces groupes qui viennent du pays basque, qui sont des extrémistes, et qui veulent obtenir, disent-ils, non seulement l'autonomie mais l'indépendance du Pays basque espagnol. Et, au fond, ils semblent se comporter à l'égard du gouvernement démocratique comme ils se comportaient à l'égard du régime franquiste, c'est-à-dire qu'ils continuent les mêmes attaques violentes et, surtout, les assassinats.

Comment, dans un pays qui fait très attention sur le plan démocratique, tel que vous venez de le décrire, peut-on imaginer une réponse au terrorisme et une solution aux problèmes qu'il pose ?

M. CARRILLO. — Je dois vous dire d'abord que, pendant la période du franquisme, même si nous n'étions pas d'accord avec les méthodes terroristes de l'E.T.A., nous avons toujours été solidaires de l'E.T.A. contre le franquisme parce que nous pensons que, contre une dictature terroriste, tous les moyens peuvent être légitimes. Mais depuis qu'on a changé le système et que nous avons un régime démocratique — avec ses limites, c'est vrai, mais un régime démocratique dans lequel nous pouvons tous nous exprimer — nous avons pris une position nette contre le terrorisme d'E.T.A. et nous combattons ce terrorisme.

Mais je ne me fais pas d'illusions sur la possibilité de venir à bout de ce terrorisme dans les deux ou trois mois par des mesures miraculeuses. Je pense que, tout d'abord, il faut que l'autonomie basque soit une réalité et que les Basques aient le sentiment qu'ils se gouvernent et qu'ils gouvernent leur pays. C'est un moment décisif. Mais cela ne réglera pas tout. Cela n'éliminera pas la nécessité d'un travail de police. Je pense qu'il vaut mieux que ce soit une police basque qui s'occupe de ces questions, au moins en première ligne, que cela n'ait pas l'apparence d'une lutte entre Espagnols et Basques, comme le disent les gens de l'E.T.A. Ensuite, je pense qu'il faut que nous ayons une police différente de celle que nous avons. Or, la police que nous avons — qui est, pour une grande partie la même — est valable dans une grande proportion ; il y a toute une série d'agents jeunes qui sont disponibles pour participer à une véritable police moderne ; mais il y a une certaine quantité de chefs de l'ancienne police qui ont appris à faire la police sur la base de la torture des détenus ; et quand les détenus parlent sous la torture, toute la filière tombe. A partir du moment où il est impossible de torturer les gens — parce que la torture est condamnée dans la Constitution — cette police est impuissante pour développer ses fonctions. Il nous faut rééduquer, il nous faut donner un caractère technique plus moderne à cette police, organiser vraiment le renseignement — nous n'avons pas de renseignement, dans ce pays, autre que celui qu'on obtenait par la torture — et faire une police efficace.

Pour cela, il ne faut pas une épuration dans la police ; il suffit de l'éloignement, de la retraite d'une série de chefs, et de la promotion de ces jeunes qui ont un autre esprit, une autre mentalité, et sont capables d'apprendre et de faire ce que doit faire une police moderne.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — C'est à la fois un plan de modifications politiques au Pays basque et de transformation de la police. Cela prend du temps ; là aussi, nous parlons de la durée. Vous pensez que, sur deux ou trois ans, l'Espagne peut vivre et la démocratie espagnole peut, d'une certaine manière, s'accommoder de cette série d'attentats sans atteindre la cote d'alerte ?

M. CARRILLO. — Je pense qu'il faut partir du fait qu'on ne va pas en finir avec le terrorisme du jour au lendemain, et qu'il faut encaisser ce phénomène tant qu'on n'arrive pas à avoir toutes les conditions pour y mettre fin. Il y a des pays — l'Italie, par exemple — où le terrorisme est une chose ancienne.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Oui, mais la démocratie n'est pas menacée.

M. CARRILLO. — Mais il n'y a pas une menace pour la démocratie. Je dois vous dire une chose, ici : quand un démocrate espagnol entend dire que, pour mettre fin au terrorisme de l'E.T.A., il faudrait peut-être un Pinochet, ce démocrate se désintéresse de la lutte contre le terrorisme. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas pour aller au terrorisme de Pinochet qu'on veut sortir du terrorisme de l'E.T.A. C'est pour cela que toutes les menaces de coup d'Etat dans ce pays nourrissent directement le terrorisme de l'E.T.A. Il n'y a que la démocratie, la patience, le courage, un système nerveux calme, qui puissent résister à cela. Je dois dire que

surtout les gens qui, par leur profession, doivent faire preuve de courage, de calme devant le plus grand danger, sont les premiers qui devraient être tranquilles, rester calmes devant le phénomène du terrorisme.

J.L. SERVAN-SCHREIBER. — Oui, mais ces gens-là, ce sont les militaires et les chefs de la police qui, maintenant, risquent leur vie tous les jours. Donc, on peut comprendre qu'on ait du mal à en trouver pour faire ce métier-là.

M. CARRILLO. — Oui, mais le métier de militaire entraîne comme condition que l'on est prêt à donner sa vie pour la patrie, comme, d'ailleurs, le métier d'homme public entraîne des risques. Si on choisit ce métier, il faut l'assumer avec toutes ses responsabilités. Je suis un homme politique et j'ai pris ce chemin avec tout le sens de mes responsabilités, en sachant que cela entraîne des dangers, aujourd'hui, dans la situation de ce pays.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Oui.

Santiago Carrillo, je voudrais que nous parlions maintenant un peu de l'euro-communisme parce que vous avez été un de ceux qui ont mis en avant l'idée de l'euro-communisme dans les trois ou quatre dernières années ; vous avez publié, il y a maintenant un an et demi, un livre sur l'euro-communisme, dans lequel vous avez développé vos idées. Après les transformations de 78 et, en particulier, la défaite de l'union de la gauche, le retrait du Parti communiste français de l'union de la gauche, estimez-vous que l'euro-communisme existe encore ?

M. CARRILLO. — Moi, j'estime que l'euro-communisme existe encore. Bien sûr la rupture de l'union de la gauche en France a été un revers très sérieux pour l'euro-communisme ; c'est quelque chose qu'en Espagne nous avons ressenti comme une défaite. Mais l'euro-communisme est une tendance, c'est un courant qui n'est pas encore arrivé à son épanouissement complet, et qui va connaître des moments de victoire et des moments de défaite. C'est pour cela que je suis convaincu, malgré tous les revers que nous avons expérimentés et surtout avec la rupture de la gauche en France, que l'euro-communisme va aller de l'avant.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Pour prendre l'exemple de la France, qui intéresse particulièrement nos téléspectateurs, estimez-vous que le Parti communiste français, en acceptant cette rupture de l'union de la gauche, n'a pas aussi, dans une certaine mesure, abandonné l'euro-communisme en ce qui le concerne ? Je prends un exemple concret : il n'y a pas du tout de coordination de politique entre les Partis communistes latins, ceux de l'Italie, de l'Espagne et de la France. Vous avez des divergences profondes par exemple sur l'Europe — nous y reviendrons tout à l'heure ; au moment de l'invasion récente du Cambodge par les Vietnamiens, vous avez pris une position très réservée en Espagne et au contraire le Parti communiste français a défendu les Vietnamiens sans aucune ambiguïté. Est-ce qu'on peut dire que l'euro-communisme existe pour le Parti communiste français ?

M. CARRILLO. — Je pense que l'euro-communisme est un courant qui est encore en formation. Ce qui unit les Partis communistes français, italien, espagnol, aujourd'hui, c'est la conception de la marche vers le socialisme par la démocratie et dans la démocratie. C'est déjà un pas très important qui caractérise une partie de ce que nous pouvons appeler le courant euro-communiste. Mais il est clair que le courant euro-communiste signifie aussi la collaboration avec les socialistes et les socio-démocrates qui ne dépend pas seulement des communistes, mais qui est un objectif parce que, sans cette collaboration, notre élan dans la marche vers le socialisme serait coupé. Il est clair que tout ce qui s'est passé en France de négatif de ce point de vue nous touche et touche l'euro-communisme.

Ensuite, il faut voir que l'euro-communisme, comme son nom l'indique, n'est pas seulement une voie nationale vers le socialisme. Je dirai que c'est une marche européenne avec toutes les différences entre chaque pays, mais une marche européenne, c'est-à-dire qu'il nous faut arriver à avoir une conception de l'Europe qui soit commune. Et tant que cette conception n'existera pas, on ne pourra pas dire que l'euro-communisme existe d'une façon pleine.

C'est dans ce sens que nous travaillons. Nous avons des différences avec le Parti communiste français à ce sujet qui sont évidentes. Notre conception est différente. C'est la même chose entre les communistes italiens et les communistes français. En ce moment, nous discutons avec nos camarades français par exemple du problème de l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun ; il est clair que nous ne sommes pas d'accord ; nous ne comprenons pas le fond de la politique du Parti communiste français à ce sujet. Nous pensons d'ailleurs que l'entrée de l'Espagne dans l'Europe est un fait inévitable ; qu'on peut arriver à des accords pour que cette entrée ne porte pas préjudice aux agriculteurs français et nous avons fait des propositions dans ce sens. Et, en tout cas, ce que, moi, je n'accepte pas c'est que, de Paris, on me dise ce qui convient ou ce qui ne convient pas aux travailleurs espagnols.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Mais c'est une difficulté que vous expliquez comment ? Parce qu'il est vrai qu'en Espagne — et je dirai en France — presque tout le monde, à part le Parti communiste français, reconnaît que que l'intégration de l'Espagne, mais aussi du Portugal et de la Grèce est inévitable et même nécessaire. L'Espagne étant notre plus proche voisin, c'est d'ailleurs le plus important. Comment expliquer que cette quasi unanimité ne soit pas perçue ou soit volontairement refusée par le seul Parti communiste français ? Il y a là un accident historique intéressant.

M. CARRILLO. — Oui, on peut appeler cela un accident historique. Les communistes français ont pensé — je ne sais pas pourquoi — que l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun pouvait porter préjudice à la France. Ils ont pensé aussi que l'entrée de l'Espagne pouvait renforcer la position allemande dans le Marché Commun et amener à une Europe plus inclinée vers la droite. Moi, au contraire, je suis convaincu que l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun, comme l'entrée de la Grèce ou du Portugal, va renforcer la position des pays latins dans le Marché Commun, chose qui ne serait pas mauvaise. Cela va être un élément de démocratisation du Marché Commun. Et je ne comprend pas quel est le raisonnement qui amène mes camarades français à s'opposer à une telle chose qui, d'ailleurs, est inscrite dans les faits, comme vous l'avez dit, d'une façon inévitable.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Pour élargir un peu cette réflexion sur l'avenir de l'euro-communisme, je voudrais reprendre quelque chose que vous avez dit tout à l'heure en disant : « Au fond, pour que les Partis communistes en Europe démocratique progressent, ils seront obligés de faire alliance avec les socialistes et les socio-démocrates. » Mais on a le sentiment que, lorsqu'on veut mettre les communistes et les socio-démocrates ensemble, c'est comme mettre un chien et un chat dans un sac parce que non seulement il y a eu la rupture de la gauche en France — qui a été l'événement le plus spectaculaire — mais on constate qu'en Italie, par exemple, le Parti communiste italien s'entend plus facilement avec la Démocratie chrétienne qu'avec le Parti socialiste dont il subit des attaques fréquentes ; qu'en Espagne, dans une certaine mesure, il y a plus de rivalités — c'est moins violent et moins tendu — entre le Parti socialiste et le Parti communiste et presque plus de possibilités d'entente entre le Parti communiste et l'Union du centre. Il y a là quelque chose qu'on constate à des degrés plus ou moins importants mais qui est fondamental dans la relation entre les socialistes et les communistes à travers l'Europe.

M. CARRILLO. — Pour ce qui concerne l'Espagne et aussi l'Italie, je crois, il s'agit de situations tout à fait conjonc-

turelles: En Espagne, il est clair que les coïncidences entre le Parti socialiste et nous sont beaucoup plus grandes que les coïncidences de fond entre nous et le Parti du centre quant à l'avenir. Mais le Parti socialiste et le Parti communiste, en même temps que partis frères, sont des partis compétitifs qui se disputent une clientèle politique très proche ; et cela fait que, conjoncturellement, puissent se produire, entre le Parti socialiste et le Parti communiste, des polémiques, des discussions qui paraissent plus graves que celles qui ont lieu avec la Démocratie chrétienne en Italie ou le centre en Espagne. Mais j'insiste : c'est une situation conjoncturelle et je suis convaincu qu'elle va être dépassée. Je regrette que le pays où toutes les conditions étaient créées, à mon avis, pour la dépasser — la France — ne l'ait pas fait. Mais si des situations pareilles se créent ici ou en Italie, je suis convaincu qu'on dépassera les difficultés et que les rapports socialistes-communistes ne seront pas les rapports du chat et du chien, comme vous dites.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — C'est une des discussions politiques les plus contemporaines, actuellement, dans nos pays : il faut préciser encore la différence entre des socio-démocrates et des euro-communistes. Je me souviens d'une conversation avec Olof Palme, quand il était Premier ministre ; c'est un social-démocrate avéré et quand il dit social-démocrate il dit qu'il l'est au sens où on en parlait au début du siècle, c'est-à-dire au moment où les socio-démocrates c'était toute la gauche. Et il explique ce qui le sépare, à son avis, des communistes. Trois choses : premièrement, la dictature du prolétariat ; deuxièmement : l'internationalisme prolétarien, ce qui veut dire l'allégeance à Moscou ; et, troisièmement, le centralisme démocratique.

Il semble que vous avez renoncé — comme d'autres, d'ailleurs — aux deux premiers points puisque ni la dictature du prolétariat ni l'internationalisme prolétarien ne font partie maintenant de votre pratique. Sur le centralisme démocratique, je voudrais avoir votre position.

M. CARRILLO. — Vous savez, Gramsci disait que le centralisme démocratique est un concept qui peut prendre différentes incarnations. Je pense qu'il a raison. Si vous examinez ce qui se passe aujourd'hui en Espagne, je peux vous dire que, dans le Parti communiste, il y a beaucoup moins de centralisme que dans le Parti socialiste. Par exemple, nous avons présenté nos candidatures pour les élections ; c'est le comité central qui décide, en définitive, mais le comité central a décidé en faveur des candidatures qui avaient été élaborées dans les organisations de base, et nous n'avons eu aucun conflit parce que nous n'avons pas imposé le centralisme à nos organisations de base. Tandis que, dans le Parti socialiste, l'organe dirigeant national a modifié une grande quantité de candidatures et a provoqué au sein du Parti socialiste une grande crise, justement à cause de ces mesures centralistes ; il y a même l'ancien Secrétaire du Parti socialiste en Andalousie qui dit que la direction du Parti socialiste a procédé comme une direction léniniste. Et si nous comparons le centralisme du Parti communiste au centralisme de l'Union du centre démocratique, là, la comparaison va encore plus loin parce que c'est Suarez, le président du gouvernement, qui a eu le dernier mot sur les candidatures, créant aussi une crise assez considérable dans ce parti.

Dans la situation actuelle de l'Espagne, je ne pense pas que l'on pourrait faire un reproche à la façon dont le Parti communiste applique le centralisme démocratique.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Dans ce cas-là, il n'y a plus aucun point qui vous sépare d'Olof Palme et lui serait probablement prêt à vous baptiser social-démocrate et vous pas.

M. CARRILLO. — Je peux le baptiser euro-communiste ! Parce qu'à mon avis Palme revendiquait le titre de socio-démocrate à l'époque où même Lénine était socio-démocrate. Et la sociale-démocratie de cette époque, nous considérons que c'est une position socialiste, marxiste, qui n'a rien à voir avec ce qui caractérise la sociale-démocratie actuelle. Pour moi, la sociale-démocratie actuelle a un exemple typique : c'est l'Allemagne et, quand je parle de sociale-démocratie, je ne parle pas tant d'Olof Palme que de Schmidt, Brandt, etc.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Et cette sociale-démocratie-là, qu'est-ce que vous lui reprochez ?

M. CARRILLO. — Moi, je lui reproche de ne pas avoir de projet de transformation de la société capitaliste ; de rester dans le cadre d'administration de cette société capitaliste et que, par conséquent, elle n'a pas un projet socialiste.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Il y a un certain nombre de communistes français qui ne sont pas, actuellement, à la direction du Parti communiste français, il faut le dire, parmi des intellectuels qui sont un peu contestataires, et qui disent, dans des conversations privées : « Au fond ce qu'il faudrait, à terme, c'est effacer tout. » En France, cela veut dire revenir sur la scission de 1922 qui a créé le Parti communiste comme une scission du Parti socialiste.

Etant donné que vous travaillez à réduire au maximum les divergences avec les socialistes que vous appelez authentiques, est-ce que vous imaginez que, dans les pays latins, on arriverait logiquement, à un moment donné, à une réunion étant donné que très peu de chose séparerait vos programmes ?

M. CARRILLO. — Moi, je suis convaincu que Tours a été une nécessité historique, mais que de la même façon aujourd'hui, à un autre niveau de développement de l'Histoire, la nécessité de l'union des forces en faveur du socialisme est une réalité et qu'il faut dépasser la rupture qui a été faite dans les années 20. Comment la dépasser ? Peut-être pas, aumoins dans un premier temps, par la réunification des Partis socialistes et communistes, mais par la création de ce que nous avons appelé la nouvelle formation politique, c'est-à-dire une sorte de confédération politique à laquelle peuvent participer le Parti socialiste, le Parti communiste, même des syndicats, même des mouvement coopératifs de tendance socialiste, qui ait un programme commun et une discipline commune pour ce programme, pour son application, tout en gardant la personnalité, les différences philosophiques de chacun. Mais ce serait déjà une sorte de Parti travailliste moderne et vraiment orienté vers le socialisme.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Vous dites « programme commun ». C'est une expression qui, maintenant en France, sonne comme le mot « échec ».

M. CARRILLO. — Oui, mais la France n'est pas le monde, même si les Français, parfois, le pensent ! La France est un grand pays qui a donné beaucoup d'exemples au monde entier mais, dernièrement, elle n'a pas donné cet exemple de l'unité, malheureusement. Alors, si le programme commun a échoué en France, ce n'est pas une raison. J'ai dit « programme commun » non pas parce que c'est le nom que ce programme prendra, mais pour donner une idée de tous les programmes réunis. Ce n'est pas parce que cela a échoué en France que ce programme doit échouer ailleurs et ne pourra pas s'imposer dans d'autres pays. Je suis convaincu qu'un programme fait ensemble par ces forces nouvelles du socialisme fera un jour une réalité et qu'il vaincra.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Toujours dans la recherche du communisme moderne tel que vous le voyez : dans tous les pays, le problème qui revient inlassablement, c'est celui de l'attitude à l'égard de l'Union Soviétique. Dans vos discours, vous continuez, lorsque vous parlez du monde, à faire référence à deux blocs : vous parlez des impérialistes et des pays socialistes. Donc, cela implique que, pour vous, l'Union Soviétique est un pays socialiste. Est-ce que c'est le cas ?

M. CARRILLO. — Dans mon livre, j'ai expliqué assez largement cette question, mais je comprend que tout le monde ne le connaît pas et n'est pas obligé de le connaître. J'ai dit très sincèrement que, à mon avis, les maîtres à penser du socialisme n'étaient pas dans les conditions d'imaginer les étapes qu'on pouvait suivre jusqu'à la création d'une société socialiste. Ils ont donc imaginé des phases : d'abord la société socialiste, ensuite la société communiste. Mais l'Histoire a montré que la chose est beaucoup plus compliquée et que peut-être, la phase du socialisme est coupée par d'autres étapes dans lesquelles des pays qui vont vers le socialisme, et même qui s'appellent socialistes, ne sont pas encore arrivés au socialisme véritable. C'est ce qui peut se passer aujourd'hui avec une série de pays qui cherchent à aller vers le socialisme mais qui ne sont pas encore arrivés à la phase d'un socialisme réel et complet qui, pour moi, n'est pas possible sans une large démocratie pour le peuple.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Quand on parle de cela à des intellectuels communistes — et je parle seulement entre communistes — il y en a beaucoup qui répondent : « Mais l'Union Soviétique en aucun cas n'est à la recherche du socialisme parce que que, depuis le temps qu'elle cherche, elle aurait pu trouver. » Et puisque si, d'après votre définition, le socialisme passe par la démocratie, on ne peut pas constater quoi que ce soit qui nous laisse entendre que l'Union Soviétique avance vers la démocratie et même peut-être au contraire. Sur ce point très important de la démocratie, est-ce que ce n'est pas là une divergence irréconciliable ?

M. CARRILLO. — Je dois vous dire que le contexte international joue beaucoup sur l'orientation intérieure de l'Union Soviétique. L'Union Soviétique a été isolée et entourée pendant de longues années, menacée. La Seconde Guerre Mondiale a été une preuve de cela. Par la suite, cette mentalité d'encerclement, je pense, a continué en Union Soviétique ; elle a continué pour des causes internes et pour des causes extérieures. Pour des causes extérieures, parce qu'il y a eu l'O.T.A.N., il y a eu inlassablement des pays capitalistes qui s'attachaient à se défendre d'une attaque soviétique. En Union Soviétique, on n'a pas interprété cela comme une défense contre une attaque que les Soviétiques n'ont pas l'intention de faire, mais comme la préparation d'une nouvelle guerre contre l'Union Soviétique, et cela a facilité la poursuite de cette mentalité d'encerclement ; a l'intérieur, cela consolide les institutions et les méthodes non démocratiques d'autorité.

Je pense que le changement en Union Soviétique dans le sens de la démocratie ne doit pas venir seulement de l'effort des Soviétiques eux-mêmes mais aussi de certains changements dans la politique internationale. Et pour moi, aujourd'hui, c'est absurde de maintenir, par exemple, le traité de l'O.T.A.N. et le traité de Varsovie ; cela coûte énormément aux peuples qui les supportent, cela ne fait que maintenir une bureaucratie militaire qui se développe, qui s'agrandit, et qui devient chaque jour plus onéreuse. Je pense, par exemple, qu'une liquidation du Pacte de Varsovie et du Pacte de l'O.T.A.N., qui ne changerait pas la position stratégique parce qu'elle a pour base la possession de l'arme nucléaire, donnerait la possibilité de changements démocratiques dans toute l'Europe, y compris l'Europe de l'Est, et renforcerait les courants qui veulent la démocratisation ce ces pays.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Mais entre temps, tant qu'on n'a pas supprimé le Pacte de Varsovie et l'O.T.A.N., vous estimez que l'Espagne doit rester dans l'O.T.A.N. ?

M. CARRILLO. — Non.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Ou, plutôt, sous la couverture.

M. CARRILLO. — J'estime que l'Espagne doit maintenir les bases américaines tant que des bases étrangères subsisteront dans d'autres pays d'Europe, y compris l'Europe de l'Est, pour ne pas altérer l'équilibre. Mais je ne crois pas nécessaire une alliance avec les Etats-Unis, je ne crois pas nécessaire l'entrée de l'Espagne dans l'O.T.A.N. Je crois que cela nous coûtera beaucoup et ne nous donnera pas grand' chose parce que nous avons des accords qui, en principe, garantissent l'Espagne.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Une dernière question, Santiago Carrillo.

De l'ensemble de ce que vous venez de dire et de votre attitude depuis trois ans en Espagne, on retire l'impression qu'en dernière analyse vous vous sentez plus démocrate espagnol que communiste. Est-ce que c'est ce que vous ressentez ?

M. CARRILLO. — Là, vous vous trompez. Je me sens profondément communiste et, justement, parce que je me sens profondément communiste, un communiste qui ne reste pas sur les slogans et les schémas du passé, je me sens aussi un démocrate espagnol et un défenseur des intérêts de mon pays. Ça, c'est clair. Mais je dois vous dire en même temps que je ne vois pas la possibilité de défendre les intérêts de mon pays en isolant mon pays du reste de l'Europe ou du reste du monde, mais, au contraire, en établissant des liens chaque jour plus étroits avec les autres pays, les autres peuples, parce que le monde est devenu trop tetit ; nous avons l'O.N.U., nous avons certaines ententes régionales dans le monde, mais, de plus en plus, il faudra quelques organes supra-nationaux qui règlent, qui décident une quantité de problèmes, sans quoi aucun pays ne peut aller de l'avant.

J.-L. SERVAN-SCHREIBER. — Je vous remercie, Santiago Carrillo.